



Il nâ??y a quâ??en IsraÃ«l apartheid quâ??une application peut offrir lâ??option de ne pas Ãªtre pris en charge par des taxis conduits par des arabes

Description

Par Nasim Ahmed, 24 fÃ©vrier 2020



Gett, une application qui vous permet d'appeler un taxi avec votre smartphone,
24 février 2020 [Twitter]

Une application israélienne pour appeler un taxi, qui offre à ses clients juifs l'option d'avoir la garantie qu'ils ne seront pas pris en charge par un chauffeur de taxi arabe, est attaquée par des avocats des droits de la personne. Gett, une entreprise mondiale qui a des utilisateurs dans la plupart des grandes villes, pourrait avoir à payer 47 millions de dollars en dommages et intérêts pour avoir fourni une fonction qui discrimine les non-Juifs.

Dans la class-action déposée cette semaine, cette fonction additionnelle de Gett est un service unique connu sous le nom de «*Mehadrin*» offert aux Juifs pratiquants. C'était créée par Asaf Pink, l'avocat travaillant sur le cas, comme «*un service raciste qui met en contact avec des chauffeurs de taxi juifs*». Me Pink et un groupe local de défense des droits, Israel Religious Action Centre, ont déposé cette plainte après une enquête privée qui a démontré que ce service avait été développé pour répondre aux besoins spécifiques des passagers juifs, malgré son caractère discriminatoire.

Lâ??enquête menée en 2018 rapportait que le représentant   Jérusalem de Gett, Herzl Moshe, avait déclaré qu  il n  enregistrerait jamais un chauffeur de taxi arabe pour ce service spécial offert aux Juifs, même si ce chauffeur acceptait les conditions de Gett.    Laissez-moi vous dire un secret   , a-t-il déclaré dans un enregistrement,    Gett Mehadrin n  est pas pour les (Juifs) religieux. C  est pour les gens qui ne veulent pas un chauffeur de taxi arabe. Quand ma fille veut se déplacer, je lui commande un Gett Mehadrin. Elle se moque de savoir si le conducteur est religieux ou non parce que ce qu  elle veut, c  est qu  il soit juif   .

Lâ??entreprise chargée de mener lâ??enquête a également envoyé un Arabe demander s  il pourrait être inscrit pour ce service, mais on le lui a refusé. On rapporte que Moshe Herzl aurait dit :    J  ai 1 500 chauffeurs arabes, mais pas un seul travaille pour Mehadrin ; et aucun ne le fera   .

Lâ??affaire a suscité un débat sur la nature du racisme en Israël. Malgré ses similarités avec lâ??Afrique du Sud au temps de [l  apartheid](#), lâ??état sioniste a relativement bien réussi   se protéger du genre de stigmatisation qui a fait tomber le régime raciste en 1991.

Il doit en partie son succès au fait que les législateurs israéliens ont évité d  imposer ce qu  on appelle souvent le    petit apartheid   . Ces pratiques sont les plus visibles de lâ??apartheid. Il s  agit notamment de la ségrégation sur la base de la race, dans les lieux publics par exemple : les parcs, les toilettes publiques et les transports en commun. L  application de Gett relèverait certainement de cette catégorie.

Par opposition, le    grand apartheid    fait référence aux limites implicites de lâ??accès   la terre et aux droits politiques imposées aux Sud-Africains noirs.



Des Palestiniens participant   un rallye contre lâ??apartheid dans la ville de Cisjordanie de Hebron, le 14 septembre 2012 [Mamoun Wazwaz/Apaimages]

Si les deux formes de lâ??apartheid sont présentes en Israël, on n  y voit pas de panneaux    Réservé aux Blancs       ou dans le cas d  Isra l,    Réservé aux Juifs   . Les exemples de ces deux formes d  apartheid en Israël ne se lisent pas aussi facilement qu  un panneau sur un bus.

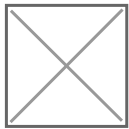
Les effets du grand apartheid se voient tous les jours en Cisjordanie occupée et dans la Bande de Gaza. Plus de cinq millions de Palestiniens ont été maintenus sous occupation depuis près de sept décennies sans droit de vote. Israël supervise un territoire où le droit n  est pas appliqué équitablement. Il existe des systèmes juridiques et judiciaires séparés pour les Juifs et les non-Juifs. On observe également une ségrégation entre Israéliens et Palestiniens en termes de logement, d  ducation, de santé, de transports et de prestations sociales. Les Juifs vivant dans les territoires occupés sont considérés comme des résidents de lâ??état ayant accès   tous les droits concédés par lâ??état, alors que cette loi ne s  applique pas   leurs voisins palestiniens.

Tout pays appliquant de telles politiques serait considéré   bon droit comme un état d  apartheid, mais ceci est somme toute toléré, vraisemblablement parce que lâ??occupation est

considère comme un caractère temporaire d  Isra  l. Il serait cependant bon de relever que la période où l  apartheid a été pratiqué en Afrique du Sud a duré moins longtemps que la soi-disant    *occupation temporaire*    de la Palestine par Israël.

La discrimination est beaucoup plus profonde que les politiques racistes dans le territoire occupé. Israël est unique par le modèle de citoyenneté    plusieurs vitesses qu  il a créé dans l    tat, afin de lui maintenir son caractère juif. De nombreuses lois ont été adoptées pour construire l    tat autour d  une discrimination institutionnalisée. La loi du retour de 1950, par exemple, incorpore l  id  ologie fondamentale du sionisme : tous les Juifs, où qu  ils soient nés, ont le droit inaliénable d  immigrer en Israël.

Depuis, la loi sur la citoyenneté de 1952 (plus connue comme loi sur la nationalité) donne    toute personne    qui a été accordée la nationalité juive selon la loi sur le retour mentionnée ci-dessus le droit de demander la citoyenneté israélienne dès son arrivée    l  a  roport Ben Gourion    Tel Aviv sans aucune formalité. La même loi, par contre, définit une procédure spécifique pour les non-Juifs qui souhaitent obtenir la citoyenneté.



L  a  roport international Ben Gourion en Israël [lleewu/Flickr]

Selon la notion israélienne de l  extraterritorialit   de la souveraineté, la citoyenneté est accordée    quiconque partage la même origine ou religion, où qu  il vive dans le monde. Dans le cas d  Isra  l, seuls les Juifs se voient accorder les droits inhérents    la nationalité, alors que les non-Juifs résidant sur le même territoire en sont privés. Israël est unique en cela. Aucun pays    majorité musulmane, par exemple, n  accorde automatiquement la citoyenneté sur la base de la religion, ni de l     *arabit  *    d  ailleurs. De même, aucune démocratie occidentale n  accorde automatiquement la citoyenneté sur la seule base de la race ou de la religion.

Au contraire des démocraties libérales occidentales, Israël maintient une distinction imposée par la constitution entre    *citoyenneté*    et    *nationalité*   . La nationalité n  est accordée qu  aux Juifs, qui seuls peuvent jouir de l  ensemble des droits garantis par l    tat. Ceci a généré un système odieux de distribution des prestations étatiques visant    donner l  impression que les non-Juifs ne sont pas discriminés par Israël.

En divisant les services étatiques en institutions    *nationales*    et    *gouvernementales*   , Israël a pu siphonner légalement des ressources pour ne fournir des services qu  aux citoyens juifs. Par exemple, les institutions financées par des groupes sionistes tels que le Fonds national juif (Jewish National Fund, JNF) peuvent exercer et exercent une discrimination ouverte en faveur des Juifs sans que le gouvernement apparemment démocratique ne soit entaché par la puanteur du racisme.

Ce type de séparation entre les services publics pour Juifs et pour non-Juifs prive les citoyens israéliens non-Juifs de l  acc  s    certains fonds et services publics réservés aux Juifs. De plus, 92 pour cent du territoire israélien    *appartient*    au JNF    territoire dont les Palestiniens ont été expropriés pour la plus grande partie    et il est inaccessible aux citoyens israéliens

non Juifs. La loi leur interdit de posséder de la terre, d'en louer, d'y vivre ou de la travailler.

Malgré les efforts accomplis pour limiter la visibilité du petit apartheid et pour cacher les discriminations derrière des rideaux de fumée, les pratiques racistes telles que la ségrégation dans les transports publics, qui a une histoire chargée et provoque spontanément l'indignation, apparaissent pourtant souvent au grand jour.

En 2015, le gouvernement israélien s'est retrouvé dans la situation embarrassante de devoir suspendre un nouveau règlement qui aurait séparé les passagers palestiniens et juifs dans les bus. L'année dernière, trois habitants israéliens ont admis pour la première fois qu'ils [séparaient les femmes juives et arabes venues pour accoucher](#). En 2018, des résidents de la ville d'Afula, au nord d'Israël, ont manifesté contre la vente d'une famille palestinienne d'une maison. La même ville a [interdit aux Palestiniens d'entrer dans un parc](#). Quelques mois plus tard, il a été décidé d'[séparer les Juifs et les Palestiniens dans une piscine publique](#).

Traduction : Mireille V pour l'Agence Média Palestine

Source : [Middle East Monitor](#)

date créée
2020/03/04